

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 MAI 1911.

Proposition de loi modifiant la loi organique de l'enseignement primaire.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Ce projet de loi est une œuvre de conciliation.

Tout en maintenant dans leurs grandes lignes les solutions nationales que le projet du Gouvernement donnait aux problèmes de l'enseignement primaire, il propose une série de solutions nouvelles qui répondent aux désirs actuels de l'opinion publique.

De la polémique ardente de ces derniers mois, il ressort à l'évidence que la plupart des réformes, annoncées par le discours du Trône et proposées par le Gouvernement, ont recueilli, dans leur principe, l'unanimité des suffrages.

Telles sont ces belles réformes d'ordre social :

La gratuité générale de l'enseignement primaire ;

La protection de l'enfant contre le travail pour autrui jusqu'à l'âge de 14 ans accomplis.

Telles sont aussi les réformes d'ordre pédagogique :

La prolongation des études primaires de 6 à 8 ans ;

L'institution généralisée d'un quatrième degré, à tendances professionnelles ;

La réduction à cinquante du nombre des élèves par classe.

Telles sont encore les réformes d'ordre administratif et notamment l'amélioration de la position du personnel enseignant.

Il n'est pas un parti politique qui ait fait campagne contre ces réformes.

Il n'est pas un projet de loi scolaire qui ne pourrait les proposer, dans l'état actuel de l'opinion publique et du développement de notre pays.

C'est pourquoi la proposition de loi que nous avons l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre les contient à son tour.

Toutefois, il nous a paru utile de les présenter sous un nouvel aspect, de les grouper par affinités, de les compléter, et d'y ajouter, de manière à éviter dorénavant tout malentendu et à permettre aux hommes de bonne volonté de s'y rallier sans réserve.

Une partie de la critique s'était acharnée contre la disposition de l'article 1 du projet du Gouvernement concernant la protection des enfants. On ne voulait voir dans le texte qu'une interdiction du travail industriel, une simple extension de la loi du 13 décembre 1889. Notre texte répond à cette critique injustifiée.

L'éloge de l'institution du 4^e degré n'est plus à faire? Une fois réalisé dans tout le pays, adapté aux exigences des régions et même des localités, qui ne voit l'immense avantage qui en résultera pour la formation de notre population de travailleurs? Ainsi, à 14 ans, sur toute la surface de notre territoire, l'enfant doué des qualités convenables, sera prêt à entrer dans l'école professionnelle du métier vers lequel le portent ses aptitudes. N'est-ce pas là, avec la généralisation de la gratuité scolaire, la possibilité de réaliser dans la mesure du possible, « cette égalité du point de départ », qui ouvre toutes les perspectives de développement à l'homme intelligent et bien doué?

Car dans notre pensée, comme dans celle du Gouvernement, la réforme actuelle de l'enseignement primaire n'est qu'une partie de la Réforme de l'enseignement. Le discours du Trône, qui contient le programme du Gouvernement, annonce, en effet, non seulement la réforme de l'enseignement primaire, mais celle de l'enseignement professionnel, de l'enseignement moyen, de l'enseignement supérieur. Il est naturel de commencer par la base; mais il ne faut pas que la polémique fasse oublier la place qu'occupe la réforme actuelle de l'enseignement primaire dans le plan d'ensemble de la Réforme scolaire.

On a critiqué la généralisation du 4^e degré, non pas dans son principe, mais dans ses moyens de réalisation. — Le reproche qu'on n'a pas les professeurs sous la main, ne tient pas; comme en toute matière, il faut d'abord décider la réforme; on procédera aussitôt après à la formation du personnel. L'exposé des motifs s'est du reste expliqué à cet égard: le programme des écoles normales sera changé et les nouveaux instituteurs recevront tous la formation souhaitée; pour les instituteurs en fonctions, il sera procédé comme on le fait d'habitude, par des cours spéciaux, des cours de vacances, des séries de leçons-types, etc. — Une critique plus sérieuse a porté sur le coût du mobilier scolaire nécessaire aux classes du 4^e degré. Quoique les expériences récentes de nos écoles moyennes démontrent que ce coût n'est pas si considérable, sauf peut-être pour le travail du fer, il nous a paru que l'Etat pourrait donner des subsides spéciaux pour aider les directions d'écoles dans cette partie de leur tâche. Le grand intérêt patriotique engagé justifie pareil sacrifice.

On a regretté que le projet de loi du Gouvernement ne dise pas expressément que la durée des études primaires sera prolongée de six à huit ans. Notre texte répond à ce désir (art. 6).

Aux réformes d'ordre pédagogique, nous ajoutons l'institution des classes spéciales pour enfants arriérés. Cette intéressante catégorie d'écoliers mérite de fixer l'attention du législateur. L'expérience prouve qu'avec un traitement approprié, on peut faire de ces « déchets » de nos écoles, des citoyens utiles au pays et à leurs familles. Le moment paraît venu de favoriser la création de classes spéciales dans lesquelles serait donné un enseignement

adapté à leur état physique, intellectuel et moral. Les petites communes doivent être autorisées à s'associer pour créer ces institutions.

Aux propositions d'amélioration de la position du corps enseignant que contenait déjà le projet du Gouvernement et qui accroit de plus de deux millions la somme des traitements des instituteurs, nous croyons devoir ajouter deux principes nouveaux : l'indemnité de logement pour les sous-instituteurs mariés, au bout de dix années de bons et loyaux services, et l'indemnité familiale de 50 francs par tête d'enfant à partir du troisième et jusqu'à l'âge de 16 ans, à tout instituteur ou sous-instituteur, père ou mère de famille.

Ces deux réformes visent à introduire dans la loi, dans la mesure actuellement possible, le principe du traitement familial. Dans notre droit public, les dispositions de l'espèce ne paraissent plus insolites, depuis le vote de la loi militaire et depuis nos discussions parlementaires en matière financière.

Outre les parties nouvelles des articles 13 et 14, nous avons ajouté deux alinéas à l'article 10, relativement à la situation des instituteurs dans le cas de recensement décennal. Des doutes ayant surgi à ce propos, il nous a paru nécessaire de les faire trancher par la loi dans un sens favorable aux instituteurs.

Ainsi notre vaillant corps enseignant recevra plusieurs encouragements nouveaux, qui rencontreront, croyons-nous, l'adhésion du Gouvernement et de l'opinion publique.

Mais à côté des réformes sur lesquelles l'accord paraît unanime, il en est deux qui continuent d'être discutées avec passion : celle de l'instruction obligatoire et celle du bon scolaire.

L'opposition veut l'enseignement obligatoire donné dans l'école publique neutre, quitte à laisser à l'enseignement libre une existence précaire, puisqu'elle lui refuse tout subside.

La solution que nous préconisons met en lumière dans notre article 1^{er} la grave responsabilité morale du père de famille, la sanctionne, mais elle est nettement orientée vers la garantie de sa liberté.

Nous avons applaudi, sans réserve, avec tous les amis de la liberté, à ce beau passage du discours du Trône :

« C'est au père de famille qu'appartient le droit de veiller à l'éducation et à l'instruction de son enfant, de choisir librement et en pleine indépendance l'école à laquelle il le confiera. Mon gouvernement vous proposera des mesures pour garantir efficacement l'exercice de ce droit imprescriptible. »

Nous avons applaudi aussi sans réserve à l'admirable exposé des motifs du projet du Gouvernement, disant : « Les Belges ont la liberté dans le sang. Leurs institutions ont grandi dans la liberté. C'est parce que le père de famille a pu choisir pour son enfant l'école conforme à son idéal, que, même en dehors de toute contrainte légale, on a pu constater la progression graduelle et du nombre de nos écoliers et de la fréquentation scolaire. Toute loi qui, chez nous, irait à l'encontre de cet instinct de liberté, serait condamnée à l'échec. La base de la réforme scolaire doit être le libre choix de l'école. »

C'est notre conviction profonde.

Et, comme le Gouvernement, nous pensons que, de tous les systèmes qui peuvent garantir la liberté du choix de l'école, il n'en est pas de meilleur que celui dit du bon scolaire.

Ainsi le père de famille pauvre est mis sur le même pied que le père de famille riche au point de vue du choix de l'école.

Avec son bon scolaire, il n'est forcé de conduire son enfant ni à l'école communale, ni à l'école adoptée, ni à l'école adoptable. Il choisit celle de ces écoles qui lui plaît, celle qui est conforme à ses convictions politiques ou religieuses.

Si aucune de ces écoles ne lui plaît, il a le droit de s'associer à ceux qui pensent comme lui pour créer une école réalisant son idéal; et, pourvu que celle-ci satisfasse aux conditions de la loi organique de l'enseignement primaire, il peut y porter ses bons scolaires et y faire instruire ses enfants.

Dans le système du bon scolaire, ce ne sont donc plus les pouvoirs publics qui subsidient les écoles, c'est le père de famille, mis en possession de ce subside sous la forme d'un bon scolaire, qui subsidie l'école de son choix.

Ainsi sont réduites à néant les erreurs répandues à propos des soi-disant millions que les Pouvoirs publics donneraient aux congrégations religieuses d'enseignement.

S'il plaît au père de famille, dans la plénitude de sa liberté, d'envoyer sa fille dans une école de sœurs et de payer l'écolage par le bon scolaire, qui aurait le droit de l'en empêcher?

La tyrannie consiste à empêcher ce père de famille de faire ce qu'il lui plaît. Pour cette tyrannie, la Belgique n'est pas mûre.

Qu'on ne dise pas que le bon scolaire laisse un bénéfice, une fois l'enseignement donné! Il est calculé sur la base du traitement légal minimum de l'instituteur et des frais scolaires minimum. Il ne vaut pas même le service rendu. L'administration communale — pour l'école communale et adoptée, — le Comité scolaire — pour l'école libre, — devront subsidier largement encore l'école qui veut vivre.

En vérité, le système du bon scolaire, constitue la meilleure garantie possible de la liberté du choix du père de famille.

Contre cette conception de la liberté du père de famille se dresse devant l'opinion la conception des partisans de l'école neutre pratiquement obligatoire. Comme si l'école neutre n'était pas une impossibilité reconnue par nombre de nos adversaires eux-mêmes; comme si l'école neutre ne répugnait pas à l'immense majorité des citoyens belges, à preuve le nombre minime des enfants dispensés du cours de religion, à peine un vingt-sixième; comme si l'école neutre obligatoire en fait pour les pauvres, n'était pas la violation la plus flagrante de la liberté constitutionnelle et des droits imprescriptibles — suivant le mot du discours du Trône — des pères de famille dépourvus de la fortune nécessaire pour payer à leurs enfants un enseignement libre, conforme à leur idéal.

Avec le bon scolaire — qui n'est au fond que le paiement par les Pouvoirs

publics des frais scolaires indispensables, c'est-à-dire l'organisation de la gratuité scolaire dans les conditions les plus favorables à la liberté — avec le bon scolaire, disons-nous, le père de famille choisira l'école qui a ses préférences.

Quelle école?

On a voulu faire croire à l'opinion publique que ce serait parfois une école qui ne serait pas soumise à l'inspection de l'Etat, qui ne satisferait pas aux conditions de l'hygiène, qui ne compterait pas du personnel diplômé, qui ne devrait pas satisfaire aux programmes officiels, qui n'aurait pas un horaire suffisant de jours et d'heures de classe, etc. Faut-il répéter que tout cela est faux et que le projet du Gouvernement coordonné, ainsi qu'il convient, avec la loi organique de l'enseignement primaire, établissait nettement que toutes ces conditions seraient exigées de toute école, officielle ou libre, qui pourrait recevoir le bon scolaire?

Quoi qu'il en soit, notre texte de l'article 2 coupe court à de pareilles interprétations. Le père de famille choisira librement pour son enfant entre « l'une des écoles communales, adoptées ou adoptables qui sont inspectées par l'Etat et qui satisfont à toutes les conditions exigées par la loi organique de l'enseignement primaire ».

On a élevé des doutes dans certains milieux, sur la manière dont le père de famille userait de sa liberté. Le projet de loi du Gouvernement protégeait cette liberté par un système sévère de pénalités importantes. Nous proposons de renforcer ces mesures de protection de deux manières : d'abord, en faisant remettre annuellement le bon scolaire au domicile du père de famille par la voie postale et contre récépissé; ensuite, en ajoutant aux dispositions pénales elles-mêmes.

Au reste, le père de famille n'est pas un mineur; en ce temps de démocratie et d'organisations ouvrières, il dispose de solides appuis sociaux. N'est-ce pas lui faire injure que de le supposer capable, avec l'armature de liberté que le projet de loi lui donne, de trafiquer de cette liberté sur le choix de l'école au détriment de son enfant, son trésor le plus cher?

Pour mettre ce système de liberté dans son plein relief, il suffit de le rapprocher du système de l'école neutre obligatoire, dans lequel la liberté du père de famille pauvre ne devra plus être protégée parce qu'elle n'existera plus. Sous ce régime, le père de famille ne serait-il pas traité toujours en éternel mineur, puisque le Pouvoir se substituerait sans cesse à lui pour décider que seule l'école soi-disant neutre convient à son enfant? Ce serait la déchéance pratique de l'autorité paternelle et la violation de la liberté de conscience. Le père de famille belge ne mérite ni cette flétrissure, ni cette tyrannie.

En somme, la nouvelle rédaction des articles 1, 2, 3, 4, 5. 9 donnera pleine satisfaction à tous ceux qui croient nécessaire d'amener tout père de famille à remplir le devoir d'instruire son enfant pourvu que la plus absolue liberté lui soit donnée et garantie dans le choix de l'école.

Les dispositions nouvelles que nous avons jointes à l'article 7 ont un double but : assurer aux communes, pour le moins, le montant actuel des

subsidés de l'État et autoriser les nombreuses communes auxquelles le système du bon scolaire donnera des avantages financiers appréciables, à pouvoir utiliser le surplus des ressources ainsi obtenues au développement de l'école professionnelle et de l'enseignement des adultes.

On sait que sur cent communes plus de quatre-vingt-dix pourront trouver des avantages financiers dans le projet de loi scolaire. Notre proposition a pour but d'assurer une situation semblable aux neuf-dixièmes des communes qui restent. Qu'on n'oublie pas cependant que notre proposition de subsidier spécialement les classes du 4^e degré complétera favorablement l'ensemble de ces dispositions financières.

Nous espérons, d'autre part, que la possibilité d'utiliser le surplus des ressources ainsi obtenues en faveur de l'enseignement des adultes et de l'enseignement professionnel donnera un nouvel essor à ceux-ci, en attendant les lois organiques spéciales en ces matières.

Une critique s'étant élevée au sujet de la période de transition indispensable à l'exécution de la présente loi et relative à la nomination éventuelle d'instituteurs sans diplôme ou de nationalité étrangère, nous avons pensé, pour y parer, qu'il y avait lieu de renforcer les dispositions à cet égard de deux manières : d'abord en diminuant la période transitoire elle-même, ensuite en ne permettant les nominations indispensables que sous condition résolutoire.

Afin de couper court à certaines objections relatives à l'entrée en vigueur de la loi, nous avons inséré l'article 15 qui veut que la loi entre en vigueur dès le mois d'octobre qui suit sa promulgation.

Des réformes ainsi proposées et des commentaires qui les accompagnent, il ressort à l'évidence que le but de notre proposition de loi est de donner satisfaction à cette partie de l'opinion publique qui a discuté le projet du gouvernement avec le sincère désir de le compléter et de le perfectionner.

Nous faisons appel à tous les membres de cette Chambre pour nous aider dans ce travail d'amélioration, qui intéresse au plus haut point les intérêts essentiels de notre pays.

Souvenons-nous que chaque jour de retard est une perte de nos forces productives nationales, dans tous les domaines où notre énergie a besoin des réformes nouvelles pour assurer à la patrie de nouvelles victoires.

LIMBURG STIRUM.

PROPOSITION DE LOI

modifiant la loi organique de l'enseignement primaire.

ART. 1.

La personne responsable de l'éducation de l'enfant a pour devoir de procurer à celui-ci l'instruction primaire.

ART. 2.

Afin de permettre au chef de la famille de remplir ce devoir et en même temps de lui assurer le libre choix de l'école, il lui est délivré, chaque année, par l'administration communale, pour tout enfant de 6 à 14 ans, un bon scolaire valable pour la fréquentation de l'une des écoles communales, adoptées ou adoptables, qui acceptent le bon scolaire, qui sont inspectées par l'Etat et qui satisfont à toutes les conditions exigées par la loi organique de l'enseignement primaire.

ART. 3.

Le chef de famille qui ne remplit pas ce devoir et qui ne se trouve pas dans les cas de dispense de l'article 4 sera invité à s'expliquer devant le juge de paix, qui emploiera tous les moyens de persuasion afin de déterminer l'intéressé à se mettre en règle avec la loi. En cas de mauvais vouloir persistant, le juge de paix usera de l'avertissement, de la réprimande et de l'affichage.

WETSVOORSTEL

tot wijziging van de wet tot regeling van het lager onderwijs.

ART. 1.

De voor de opvoeding van het kind aansprakelijke persoon heeft ten plicht aan dit kind lager onderwijs te verstrekken.

ART. 2.

Ten einde den huisvader in staat te stellen dien plicht te vervullen en hem tevens vrije schoolkeuze te verzekeren, wordt hem ieder jaar, door het gemeentebestuur, voor elk kind van 6 tot 14 jaar, een schoolbon afgeleverd tot het bezoeken van eene der gemeentelijke, aangenomen of aanneembare scholen, welke den schoolbon aanvaren, onder Staatstoezicht staan en voldoen aan al de vereischten van de wet tot regeling van het lager onderwijs.

ART. 3.

De huisvader, die dezen plicht niet nalceft en niet in de bij artikel 4 voorziene gevallen van vrijstelling verkeert, zal aangezocht worden zich te verklaren ten overstaan van den vrederechter, die alle overredingsmiddelen zal aanwenden om den betrokkene er toe over te halen zich naar de wet te gedragen. Bij volhardenden kwaden wil, zal de vrederechter de waarschuwing, de berisping en de aanplakking toepassen.

ART. 4.

Sont dispensés de faire usage du bon scolaire, les chefs de famille :

1) qui établissent qu'ils instruisent leurs enfants ou les font instruire soit chez eux, soit au dehors d'une manière satisfaisante;

2) qui n'ont pas de domicile fixe; toutefois les personnes qui séjournent plus de trente jours consécutifs dans une commune seront considérées comme ayant un domicile fixe dans cette commune jusqu'au jour où elles la quittent;

3) qui ont des griefs sérieux de conscience contre l'enseignement donné dans les écoles situées dans un rayon de quatre kilomètres de leur habitation;

4) qui, malgré leur demande d'admission, ne parviennent pas à faire accepter leurs enfants comme élèves dans une école située dans le rayon de quatre kilomètres de leur habitation;

5) qui font valoir une déclaration écrite du médecin attestant que l'enfant n'est pas en état de se rendre dans une des écoles situées dans un rayon de quatre kilomètres de leur habitation.

ART. 5.

Afin de faciliter la mission éducatrice du chef de famille :

1) l'enseignement primaire est gratuit dans les écoles visées à l'art. 2;

2) à partir du 1^{er} octobre 1911, le louage des services des enfants de moins de 14 ans accomplis est interdit dans les fabriques, les ateliers et, en général, dans toute entreprise industrielle, commerciale, agricole, etc.

Exception est faite pour l'enfant de 15 ans qui aura obtenu un certificat d'études primaires complètes.

Sont applicables aux contraventions de ces prescriptions les sanctions

ART. 4.

Zijn vrijgesteld van het gebruik van den schoolbon, de huisvaders :

1) die er van doen blijken dat zij hunne kinderen onderwijzen of doen onderwijzen hetzij aan huis, hetzij daarbuiten op bevredigende wijze;

2) die geene vaste woonplaats hebben; evenwel worden de personen, die meer dan dertig achtereenvolgende dagen in eene gemeente verblijf houden, beschouwd als hebbende eene vaste woonplaats in gemelde gemeente tot den dag waarop zij deze verlaten;

3) die ernstige gewetensbezwaren hebben tegen het onderwijs gegeven in de binnen een omtrek van vier kilometer van hunne woning gelegen scholen;

4) die, ondanks hunne aanvraag om opneming, er niet in slagen hunne kinderen als leerlingen te doen opnemen in eene binnen een omtrek van vier kilometer van hunne woning gelegen school;

5) die eene schriftelijke verklaring van den geneesheer inbrengen, waarbij bevestigd wordt dat het kind er niet toe in staat is, zich naar eene der binnen een omtrek van vier kilometer van hunne woning gelegen scholen te begeven.

ART. 5.

Ten einde de opvoedingstaak van den huisvader te vergemakkelijken :

1) is het lager onderwijs kosteloos in de bij artikel 2 bedoelde scholen;

2) is, met ingang van 1 October 1914, huur van diensten van kinderen beneden 14 jaar verboden in de fabrieken, werkhuizen en, over het algemeen, in alle nijverheids-, handels-, landbouwondernemingen, enz.

Uitzondering wordt gemaakt voor het kind van 15 jaar dat een getuigschrift van volledige lagere studiën bekomen heeft.

Zijn toepasselijk op de overtredingen van deze voorschriften de bij de wet

prévues par la loi du 15 décembre 1889.

ART. 6.

Pour compléter l'organisation de l'enseignement primaire :

1) la durée des études est portée de 6 à 8 ans;

2) aux trois degrés actuels est ajouté un quatrième degré avec système de demi-temps et à tendances professionnelles. Des subsides spéciaux pourront être attribués par l'Etat pour le mobilier scolaire des classes du 4^e degré;

3) le chiffre maximum de la population scolaire par classe est fixé à cinquante élèves. Dans la liquidation des bons scolaires, il ne sera pas tenu compte de plus de 50 élèves par classe; un arrêté royal pourra réduire ce nombre;

4) à mesure que la situation le permettra, il sera établi des classes spéciales pour les enfants arriérés; deux ou plusieurs communes peuvent, en cas de nécessité, être autorisées par le Roi à se réunir pour fonder et entretenir des institutions de cette espèce.

ART. 7.

Le bon scolaire, calculé sur la double base du minimum légal du traitement des instituteurs communaux et adoptés, d'après les catégories indiquées à l'article 10 et du coût des fournitures classiques, fixé à 2 francs pour les garçons et à 3 francs pour les filles, est payé de la manière suivante : 6/10 par l'Etat, 1/10 par la province, 3/10 par la commune.

La part de la commune dans le service ordinaire de son enseignement primaire ne peut toutefois être inférieure

van 15 December 1889 voorziene straffen.

ART. 6.

Tot aanvulling van de inrichting van het lager onderwijs :

1) wordt de duur der studiën van 6 tot op 8 jaar gebracht;

2) wordt aan de bestaande drie graden een vierde graad toegevoegd, met een stelsel van halven tijd en beroepsstrekking. Bijzondere toelagen kunnen door den Staat verleend worden voor de schoolmeubelen der klassen van den 4ⁿ graad;

3) wordt het hoogste cijfer der schoolbevolking per klasse bepaald op vijftig leerlingen. Bij de vereffening der schoolbons zal met niet meer dan vijftig leerlingen per klasse rekening gehouden worden; bij koninklijk besluit kan dat cijfer verminderd worden;

4) zullen, naarmate de toestand zulks toelaat, bijzondere klassen voor de achterlijke kinderen ingericht worden; twee of meer gemeenten mogen, ingeval het noodig is, door den Koning er toe gemachtigd worden, zich te vereenigen om instellingen van dien aard tot stand te brengen en te onderhouden.

ART. 7

De schoolbon, berekend naar den tweevoudigen grondslag van het wettelijk weddeminimum der gemeentelijke en aangenomen onderwijzers, volgens de bij artikel 10 aangegeven reeksen, en van de kosten der schoolbehoeften, vastgesteld op 2 frank voor de jongens en op 3 frank voor de meisjes, wordt betaald als volgt: 6/10 door den Staat, 1/10 door de provincie, 3/10 door de gemeente.

De bijdrage van de gemeente tot den gewonen dienst van haar lager onderwijs mag echter niet lager zijn dan het

au montant de la moyenne de son intervention pendant les trois dernières années.

Un arrêté royal peut autoriser la commune, la députation permanente entendue, à utiliser le surplus des ressources ainsi obtenues, bien entendu quand son enseignement primaire est complètement organisé, au perfectionnement de l'enseignement des adultes et de l'enseignement professionnel.

Si par application du nouveau régime, la commune obtenait de l'Etat moins de subsides qu'auparavant, il lui sera alloué par l'Etat un subside compensateur du montant de la différence; ce subside sera imputé sur un crédit à voter annuellement par la législature.

Art. 8.

L'administration du fonds spécial scolaire constitué sur les bases de l'art. 7, est confiée à une commission de sept membres désignés par le Roi pour un terme de six ans, sortant par moitié tous les trois ans; le mandat est renouvelable.

Deux de ces commissaires sont choisis parmi les membres des administrations communales; deux parmi les membres des administrations provinciales; deux parmi les fonctionnaires de l'administration centrale.

Le Roi nomme le Président en dehors des commissaires du paragraphe précédent; il nomme aussi le secrétaire, pris en dehors de la commission.

La commission fixera la part contributive dans le bon scolaire des administrations provinciales qui la liquideront directement aux communes.

Cette commission fixera aussi la part à liquider par l'Etat au profit des administrations communales et des administrations des écoles adoptables,

gemiddeld beloop harer bijdrage gedurende de drie jongste jaren.

Bij koninklijk besluit kan de gemeente, de bestendige deputatie gehoord, er toe gemachtigd worden, de aldus bekomen meerdere inkomsten te gebruiken tot verbetering van het onderwijs voor volwassenen en van het beroeps onderwijs, mits haar lager onderwijs volledig ingericht is.

Moest, bij toepassing van het nieuw stelsel, de gemeente minder toelage van den Staat krijgen dan voorheen, dan zal haar door den Staat, tot vergoeding, de helft van het verschil als toelage worden verleend; deze toelage zal aangerekend worden op een door de wetgeving jaarlijks te stemmen krediet.

Art. 8.

Het beheer van het naar de grondslagen van artikel 7 gevormd bijzonder schoolfonds is opgedragen aan eene commissie van zeven leden, door den Koning voor een termijn van zes jaar aangewezen, en om de drie jaar bij helfte afredend; het mandaat is vernieuwbaar.

Twee der commissarissen worden gekozen onder de leden van de gemeentebesturen; twee onder de leden van de provinciebesturen; twee onder de ambtenaren van het hoofd-beheer.

De Koning benoemt den voorzitter buiten de commissarissen waarvan sprake in het vorige lid; hij benoemt eveneens den secretaris; deze wordt buiten de commissie gekozen.

De commissie bepaalt de bijdrage van de provinciebesturen tot den schoolbon; deze wordt door die besturen rechtstreeks aan de gemeenten betaald.

Gemelde commissie bepaalt eveneens het door den Staat ten bate van de gemeentebesturen en van de besturen der aanneembare scholen

déduction faite du montant des subventions dues par les communes et les provinces, en vertu de la présente loi.

ART. 9.

Afin de sauvegarder la liberté du père de famille dans le choix de l'école:

1) le bon scolaire lui sera remis par la voie postale, contre récépissé;

2) sera puni d'une amende de 50 à 500 francs et d'un emprisonnement de huit jours à un mois, ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura, directement ou indirectement, donné, offert ou promis, soit de l'argent, des valeurs ou des avantages quelconques, soit du secours, sous la condition d'obtenir du père de famille ou tuteur, possesseur d'un bon scolaire, le placement de son enfant dans l'une ou l'autre école.

Seront punis des mêmes peines, ceux qui auront accepté les offres ou promesses.

Sera puni des mêmes peines quiconque, pour déterminer un chef de famille ou un tuteur, aura usé à son égard de voies de fait, de violences ou de menaces, ou lui aura fait craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune.

Seront punis comme auteurs des délits prévus par les paragraphes qui précèdent ceux qui auront fourni des fonds pour les commettre, sachant la destination qu'ils devaient recevoir ou qui auront donné mandat de faire en leur nom les offres, promesses ou menaces.

Dans les cas prévus par les alinéas 1, 3 et 4, qui précèdent, si le coupable est fonctionnaire ou officier public, ou toute personne chargée d'un service public, le maximum de la peine sera prononcé et l'emprisonnement ainsi que

uit te keeren aandeel, na aftrek van het bedrag der door de gemeenten en de provinciën, uit kracht van deze wet, verschuldigde toelagen.

ART. 9.

Ten einde de vrijheid van den huisvader bij de keuze der school te vrijwaren :

1) zal hem de schoolbon over de post en tegen ontvangstbewijs besteld worden;

2) zal gestraft worden met eene geldboete van 50 tot 500 frank en eene gevangenisstraf van acht dagen tot eene maand, of met slechts ééne dezer straffen, al wie, rechtstreeks of onrechtstreeks, zal hebben gegeven, aangeboden of beloofd, 't zij geld, waarden of welke voordeelen ook, 't zij hulp, onder beding van den huisvader of van den voogd, houder van een schoolbon, plaatsing vandiens kind in eene of andere school te bekomen.

Worden gestraft met dezelfde straffen, zij die de aanbiedingen of beloften aanvaard hebben.

Wordt met dezelfde straffen gestraft al wie, om een huisvader of een voogd over te halen, te diens opzichte zal gebruik gemaakt hebben van dadelikheden, geweld of bedreigingen, of hem zal hebben doen vreezen zijne bediening te verliezen of zijn persoon, gezin of fortuin aan schade bloot te stellen.

Worden gestraft als daders van de wanbedrijven voorzien bij de vorige alinéas, zij die, om ze te begaan, geld verstrekt hebben en wisten waartoe dit moest dienen, of die last hebben gegeven, uit hun naam de aanbiedingen, beloften of bedreigingen te doen.

In de gevallen voorzien bij de vorige alinéas 1, 3 en 4, zoo de schuldige ambtenaar of openbaar beambte is, ofwel een persoon met een openbaren dienst belast, zal het maximum der straf worden uitgesproken, en de ge-

l'amende pourront être portés au double.

En cas de concours de plusieurs des délits prévus, les peines seront cumulées, sans qu'elles puissent néanmoins excéder le double du maximum de la peine la plus forte.

ART. 10.

Le traitement des instituteurs communaux, casuel compris, ne peut être inférieur à la somme indiquée, pour chaque catégorie de communes, dans le tableau suivant :

	Instituteurs Onderwijzers.	Institutrices Onderwijzeressen.	Sous-instituteurs Hulponderwijzers.	Sous-institutrices Hulponderwijzeressen.
4 ^e catégorie. — Communes de 5,000 habitants et moins .				
4 ^e reeks. — Gemeenten met 5,000 inwoners en minder.	1,400	1,300	1,300	1,200
3 ^e catégorie. — Communes de 5,001 à 40,000 habitants.				
3 ^e reeks. — Gemeenten met 5,001 tot 40,000 inwoners.	1,600	1,400	1,400	1,300
2 ^e catégorie. — Communes de 40,001 à 100,000 habitants.				
2 ^e reeks. — Gemeenten met 40,001 tot 100,000 inwoners.	1,800	1,600	1,500	1,400
1 ^e catégorie. — Communes de plus de 100,000 habitants.				
1 ^e reeks. — Gemeenten met meer dan 100,000 inwoners.	2,400	2,200	1,600	1,500

Lorsque, par suite du recensement décennal de la population, la commune passe dans une catégorie supérieure, les instituteurs en fonctions ont droit au minimum correspondant à la nouvelle catégorie de la commune.

Lorsque, dans les mêmes conditions, la commune tombe dans une catégorie inférieure, les instituteurs en fonctions à titre définitif au moment où le changement se produit, conservent, à titre personnel, le bénéfice de leur situation acquise et la commune est censée, en ce qui les concerne, être restée dans la catégorie primitive.

vangenisstraf alsook de geldboete op het dubbel kunnen gebracht worden.

Bij samenloop van verschillende der voorziene wanbedrijven worden de straffen samengevoegd, zonder dat zij echter het dubbel van het maximum der zwaarste straf mogen overschrijden.

ART. 10.

De wedde der gemeenteonderwijzers, met inbegrip van de bijwinsten, mag niet minder bedragen dan de, in onderstaande tabel, voor elke reeks gemeenten aangegeven som :

Gaat, ingevolge de tienjaarlijkse volkstelling, de gemeente tot eene hogere reeks over, dan hebben de dienstdoende onderwijzers aanspraak op het met de nieuwe gemeentereeks overeenstemmend minimum.

Vervalt, onder dezelfde omstandigheden, de gemeente tot eene lagere reeks, dan behouden de onderwijzers, die voorgoed in dienst zijn op het oogenblik waarop zich de verandering voordoet, te persoonlijkken titel het voordeel van den verworven toestand en wordt de gemeente, wat hen betreft, verondersteld in de vroegere reeks te blijven.

ART. 11.

L'instituteur a droit à une augmentation de 100 francs à l'expiration de chaque période de quatre années de bons services, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 900 francs le minimum légal de traitement attaché à la catégorie à laquelle appartient l'école où il exerce ses fonctions.

ART. 12.

L'instituteur a droit à un logement, et, à défaut de logement, à une indemnité compensatoire. Cette indemnité est fixée à la somme indiquée ci-après, pour chacune des catégories de communes établies par l'article 10 :

4 ^e catégorie	. . .	500 francs.
3 ^e —	. . .	400 —
2 ^e —	. . .	600 —
1 ^{re} —	. . .	800 —

Le sous-instituteur marié a droit à une indemnité compensatoire de logement de même importance, après dix années de service.

Lorsque le mari et la femme sont instituteur et sous-instituteur ou sous-instituteurs tous les deux, ils ne peuvent prétendre qu'à une seule indemnité de logement.

ART. 13.

L'instituteur et le sous-instituteur reçoivent en outre 50 francs par an et par tête pour tout enfant au delà des deux premiers et cela jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 16 ans accomplis.

ART. 14.

A mesure que la situation le permettra et en tout cas à partir du mois d'octobre 1916, ne seront plus admis comme nouveaux instituteurs dans les

ART. 11.

De onderwijzer heeft aanspraak op eene verhooging van 100 frank na verloop van elk tijdvak van vier jaar goeden dienst, zulks ten bedrag van de som die noodig is om het wettelijk weddeminimum, voor de reeks waartoe de school, op dewelke hij werkzaam is, met 900 frank te verhoogen.

ART. 12.

De onderwijzer heeft aanspraak op huisvesting en, bij gebreke daarvan, op eene vergoeding. Deze is bepaald op navermelde som, voor elke der gemeentereeksen vastgesteld bij artikel 11 :

4 ^e reeks	. . .	300 frank.
3 ^e —	. . .	400 —
2 ^e —	. . .	600 —
1 ^e —	. . .	800 —

De gehuwde hulponderwijzer heeft, na tien jaar dienst, aanspraak op eene even zoo groote vergoeding voor huisvesting.

Zijn man en vrouw onderwijzer en hulponderwijzer of hulponderwijzer beide, dan hebben zij slechts aanspraak op eene enkele vergoeding voor huisvesting.

ART. 13.

De onderwijzer en de hulponderwijzer ontvangen bovendien 50 frank per jaar en per hoofd voor elk kind boven de twee eersten en zulks totdat het kind den leeftijd van 16 jaar bereikt heeft.

ART. 14.

Naarmate de toestand zulks toelaaten, in elk geval, met ingang van October 1916, zullen nog enkel als nieuwe onderwijzers in de bij arti-

écoles déterminées à l'article 2, que les candidats belges possédant l'un des titres de capacité visés à l'article 9 de la loi organique.

A partir du vote de la présente loi les candidats non-diplômés ne pourront être nommés, par raison de nécessité, qu'à la condition qu'ils obtiendront le diplôme requis avant le 1^{er} octobre 1916.

ART. 15.

Sauf les exceptions prévues dans les textes qui précèdent, la présente loi entrera en vigueur dès le mois d'octobre qui suit sa promulgation au *Moniteur*.

ART. 16.

Le Gouvernement peut coordonner les dispositions de la présente loi avec celles des lois des 20 septembre 1884 et du 15 septembre 1895 qui restent en vigueur.

Le texte des dispositions coordonnées formant la loi organique de l'instruction primaire, sera inséré au *Moniteur*.

kel 2 bepaalde scholen toegelaten worden, Belgische kandidaten, houders van een der bij artikel 9 van de organieke wet bedoelde titels van bekwaamheid.

Te rekenen van de aanneming dezer wet kunnen de niet-gediplomeerde kandidaten niet meer, uit noodzakelijkheid, benoemd worden, tenzij op voorwaarde dat zij, vóór 1 October 1916, het vereischte diploma zullen bekomen.

ART. 15.

Behoudens de uitzonderingen bij de vorige bepalingen voorzien, zal deze wet in werking treden te rekenen van de maand October na hare afkondiging in den *Moniteur*.

ART. 16.

De Regeering mag de bepalingen dezer wet samenordenen met die der wetten van 20 September 1884 en van 15 September 1895, welke van kracht blijven.

De tekst der samengecordende bepalingen, welke de wet tot regeling van het lager onderwijs uitmaken, zal in den *Moniteur* geplaatst worden.

LIMBURG STIRUM.

J. VAN DER LINDEN.

A. BORBOUX.

L. DU BUS DE WARNAFFE.

A. HUYSHAUWER.

V^{te} DESMAISIÈRES.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADEBING VAN 16 MEI 1911.

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet tot regeling van het lager onderwijs.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Dit ontwerp van wet is een werk van verzoening.

Het handhaaft in hoofdzaak de nationale oplossingen der vraagstukken betreffende het lager onderwijs, die in het ontwerp van de Regeering voorkomen; tevens stelt het een reeks nieuwe oplossingen voor, welke aan de huidige verlangens van onze landgenooten voldoen.

Uit de hevige polemiek gedurende de jongste maanden is duidelijk gebleken, dat de meeste hervormingen, aangekondigd door de Troonrede en voorgesteld door de Regeering, in beginsel algemeen ingang hebben gevonden.

Dat geldt voor deze schoone hervormingen van socialen aard :

Kosteloos lager onderwijs voor allen ;

Bescherming van de kinderen tot den leeftijd van 14 jaar, wat betreft de huur van diensten.

Dat geldt eveneens voor de hervormingen van paedagogischen aard :

Verlenging van den schooltijd (8 jaar in plaats van 6);

Algemeene instelling van een vierden graad, met het oog op het beroeps-onderwijs;

Beperking, tot vijftig, van het getal kinderen in elke klasse.

Dat geldt ook nog voor de hervormingen van administratieven aard, inzonderheid voor de verbetering van den toestand der onderwijskrachten.

Niet ééne politieke partij heeft deze hervormingen bestreden.

Zooals de publieke opinie thans is gesteld en zooals ons land zich heeft ontwikkeld, zou men, bij om 't even welk ontwerp van schoolwet, niet kunnen nalaten, ze voor te stellen.

Daarom komen die hervormingen eveneens voor in het wetsvoorstel, dat wij de eer hebben op het bureel van de Kamer neer te leggen.

Wij hebben het echter raadzaam geacht, ze in een nieuwen vorm voor te

stellen, ze naar hare verwantschap te groepeeren, ze aan te vullen en daaraan enkele bepalingen toe te voegen, opdat voortaan elk misverstand worde vermeden en de mannen van goeden wil zich daarmee zonder voorbehoud kunnen vereenigen.

De critiek werd gedeeltelijk gericht tegen het bepaalde in het eerste artikel van het ontwerp der Regeering betreffende de bescherming der kinderen. Volgens bedoelde critiek zou de tekst enkel gelden voor een verbod van den arbeid in nijverheidsondernemingen, voor een eenvoudige uitbreiding der wet van 13 December 1889. Door onzen tekst wordt die ongegronde critiek uit den weg geruimd.

De instelling van een 4ⁿ graad dient niet meer geprezen te worden. Wie is er niet van overtuigd dat, wanneer de 4^e graad tot stand zal gebracht zijn het geheele land door, wanneer hij zal ingericht zijn naar de behoeften van elke streek en zelfs van elke gemeente, hieruit een ontzaglijk voordeel zal voortspruiten tot het opleiden van onze arbeidersbevolking? Zóó zal, op den leeftijd van 14 jaar, het geheele land door, het kind, dat de passende gaven bezit bereid zijn tot de beroepsschool van het ambacht waarvoor het aanleg heeft. Is dat, met het kosteloos onderwijs voor allen, niet het middel om, zooveel mogelijk, « die gelijkheid bij het vertrekpunt » tot stand te brengen, waardoor de verstandige en begaafde mensch zich in de toekomst volkomen ontwikkelen kan?

Volgens onze meening, evenals volgens de meening van de Regeering, is de huidige hervorming van het lager onderwijs inderdaad slechts een deel van de hervorming van het onderwijs. Door de Troonrede, waarin het programma van de Regeering voorkomt, wordt niet alleen de hervorming van het lager onderwijs, maar ook die van het beroepsonderwijs, van het middelbaar onderwijs, van het hooger onderwijs aangekondigd. Het is natuurlijk, dat men begint met den grondslag; echter, om den wille van de polemiek mag men niet vergeten welke plaats aan de huidige hervorming van het lager onderwijs is aangewezen in de algemeene schoolhervorming.

Bezwaren werden aangevoerd tegen het algemeenmaken van den 4ⁿ graad: niet het beginsel daarvan, maar wel de wijzen waarop hij tot stand wordt gebracht, werden over den hekel gehaald. Het verwijt steunende op het feit, dat men niet beschikt over leeraars, houdt geen steek; evenals op elk ander gebied, moet men eerst de hervorming invoeren; dadelijk daarna zal er worden overgegaan tot het opleiden van het personeel. Dat punt werd overigens verklaard in de Memorie van Toelichting: het leerplan van de normaalscholen zal worden gewijzigd en de nieuwe onderwijzers zullen allen op de gewenschte wijze worden opgeleid; wat betreft de onderwijzers die thans in bediening zijn, zal men handelen zooals men gewoonlijk handelt: men zal bijzondere leergangen, vacantieleergangen, reeksen modellessen, enz., instellen.

Een ernstiger bezwaar betreft de uitgave voor de schoolmeubelen ten gebruike van de klassen van den 4ⁿ graad. Uit de jongste bevindingen in onze middelbare scholen is gebleken, dat die uitgave niet zoo aanzienlijk is, tenzij wellicht voor de ijzerbewerking; niettemin zijn wij van meening dat

de Staat bijzondere toelagen zou kunnen verleen en om de schoolbesturen te gemoet te komen in dat deel hunner taak. Soortgelijke uitgave wordt gebillijkt door het verheven vaderlandsch belang dat mede in 't spel is.

Er werd betreurd dat het wetsontwerp van de Regeering niet uitdrukkelijk bepaalt dat de duur van den schooltijd zal worden verlengd van zes tot acht jaar. Onze tekst voldoet aan dat verlangen (art. 6).

Aan de hervormingen van paedagogischen aard voegen wij toe het instellen van bijzondere klassen voor achterlijke kinderen. De wetgever behoeft zich bezig te houden met dit belangwekkend slag van kinderen. De ervaring bevestigt dat uit deze « onwaarden » onzer scholen burgers kunnen opgroeien, die van nut zijn voor het land en hunne gezinnen, mits men ze op een geschikte wijze behandelt. Het blijkt dat het nu de tijd is om de oprichting te bevorderen van bijzondere klassen, waar een aan hunne physische, verstandelijk en zedelijke gesteldheid aanpassend onderwijs zou gegeven worden. De kleinere gemeenten dienen te worden gemachtigd zich te vereenigen tot het oprichten van zoodanige klassen.

Benevens de voorstellen tot verbetering van den toestand der leerkrachten, die reeds voorkwamen in het ontwerp van de Regeering en krachtens welke het geheel bedrag van de jaarwedden der onderwijzers wordt verhoogd met meer dan twee millioen, meenen wij twee nieuwe beginselen te moeten huldigen : eenerzijds, de vergoeding voor huisvesting ten bate van de gehuwde hulponderwijzers nadat zij goed en trouw hebben gediend gedurende een tijdsverloop van tien jaren; anderzijds, de gezinsvergoeding van vijftig frank per kind, van het derde kind af en tot den leeftijd van zestien jaar, aan elken onderwijzer of hulponderwijzer, huisvader of huismoeder.

Beide hervormingen hebben ten doel, het beginsel van de gezinswede in de wet op te nemen, in zoover het thans mogelijk is. Uit het aannemen van de legerwet en uit onze financieele debatten in het Parlement blijkt, dat soortgelijke bepalingen niet meer vreemd voorkomen in ons openbaar recht.

Buiten den gedeeltelijk nieuwen tekst van de artikelen 13 en 14, hebben wij twee alineas toegevoegd aan artikel 10 : zij betreffen den toestand der onderwijzers, in geval van volkstelling. Naar aanleiding daarvan waren er twijfelingen opgerezen; wij achtten het bijgevolg noodig, ze door middel van de wet uit den weg te ruimen, en wel ten gunste van de onderwijzers.

Zóó worden aan onze dappere onderwijskrachten verscheiden nieuwe belooningen geschonken, waarmede, naar wij meenen, de Regeering en onze landgenooten zich zullen vereenigen.

Benevens de hervormingen, waarover men het volkomen eens schijnt te zijn, worden er twee voortdurend en hartstochtelijk besproken, met name het verplicht onderwijs en de schoolbon.

De oppositie is aanhanger van het verplicht onderwijs gegeven in de openbare, neutrale school; voorts verschaft zij aan het vrij onderwijs een onzeker bestaan, vermits zij om 't even welke toelage daaraan weigert.

De door ons voorgestelde oplossing stelt, bij ons artikel 1, de zware verantwoordelijkheid van den huisvader in 't licht, bekrachtigt ze door straf-bepalingen, doch zij strekt er onbewimpeld toe, zijne vrijheid te waarborgen.

Met al de beminnaars der vrijheid hebben wij zonder voorbehoud toegejuicht het volgende flink gedeelte van de Troonrede :

« Den huisvader behoort het recht te waken over de opvoeding en het » onderwijs van zijn kind, vrij en ten volle onafhankelijk de school te kiezen » waaraan hij het toevertrouwen zal. Mijne Regeering zal u maatregelen » voorleggen om de uitoefening van dit altijd geldige recht doelmatig te » waarborgen. »

Evenzoo hebben wij zonder voorbehoud toegejuicht de voortreffelijke Memorie van Toelichting van het ontwerp der Regeering, waar zij luidt :

« Vrijheid is der Belgen duurste pand. In vrijheid ontwikkelden zich » hunne instellingen. Het is wijl de huisvader voor zijn kind de met zijn » ideaal overeenkomende school kiezen kon dat, zelfs buiten allen wette- » lijken dwang, het getal onzer scholieren en het schoolbezoek trapsgewijs » toenamen. Alle wet, welke, ten onzent, tegen die vrijheidszucht zou ingaan, » zou ijdel blijken. Vrije schoolkeuze dient de grondslag te wezen van de » schoolhervorming. »

Dat is onze innige overtuiging.

En met de Regeering meenen wij dat onder alle stelsels die de vrije keuze der school kunnen verzekeren, er geen beter is dan het zoogezegd stelsel van den schoolbon.

Zóó wordt, wat betreft de keuze der school, de onvermogende huisvader op gelijken voet gesteld met den vermogenden huisvader.

Met zijnen schoolbon is hij gedwongen zijn kind te zenden noch naar de gemeenteschool, noch naar de aangenomen school, noch naar de aanneembare school. Onder deze scholen kiest hij naar goeddunken diegene, welke met zijne politieke of godsdienstige zienswijzen strookt.

Is er niet ééne van deze scholen welke hem bevalt, dan heeft hij het recht, zich met hen, die in zijne zienswijzen deelen, te vereenigen om eene school op te richten, dat aan zijn ideaal beantwoordt; voldoet deze school aan de vereischten van de wet tot regeling van het lager onderwijs, dan mag hij zijne schoolbons er naar toe dragen en er het onderwijs doen geven aan zijne kinderen.

Volgens het stelsel van den schoolbon zullen het niet meer de openbare machten zijn, die toelagen verleen en aan de scholen : de huisvader, in bezit gesteld van deze toelage in den vorm van een schoolbon, kent ze toe aan de school waaraan hij de voorkeur geeft.

Zóó vervallen de onwaarheden, in omloop gebracht omtrent de zoogezegde millioenen, welke de openbare machten zouden schenken aan de kloosters waar onderwijs gegeven wordt.

Mocht het den huisvader, gebruik makende van zijne vrijheid, behagen zijne dochter te zenden naar eene zusterschool en de schoolkosten te betalen door middel van den schoolbon, wie zou het recht hebben hem te beletten dit te doen?

Dien huisvader te beletten te doen wat hem behaagt, dat is dwingelandij. Voor zoodanige dwingelandij is België nog niet rijp.

Men zegge niet dat de schoolbon eene winst geeft, nadat het onderwijs is

verstrekt! Hij is berekend naar de wettelijke minimum-jaarwedde van den onderwijzer en naar de minimum-kosten van de schoolbehoefden. Hij heeft zelfs niet de waarde van den bewezen dienst. Het gemeentebestuur, voor de gemeenteschool en voor de aangenomen school, en het schoolcomiteit, voor de vrije school, zullen verplicht zijn, nog ruime toelagen te verleenen aan de school die wil blijven bestaan.

De waarheid is, dat de vrijheid van den huisvader in zake van schoolkeuze op de best mogelijke wijze verzekerd wordt door het stelsel van den schoolbon.

Tegenover dat begrip van de vrijheid van den huisvader staat, vóór het land, het begrip gehuldigd door de voorstanders van de werkelijk verplichtend gemaakte neutrale school. Vergeet men dat, zooals tal van onze tegenstanders het zelf bekennen, de neutrale school een onmogelijk iets is? Vergeet men dat de overgrootste meerderheid van de Belgische burgers een afkeer hebben van de neutrale school (getuige zij het geringe aantal kinderen die worden ontslagen van den leergang van godsdienst : ternauwernood een zes-en-twintigste)? Vergeet men dat de grondwettelijke vrijheid en, zooals het in Troonrede luidt, de altijd geldige rechten van de huisvaders, die niet over het vereischte vermogen beschikken om een met hun ideaal strookend onderwijs voor hunne kinderen te bekostigen, op de meest schreenvende wijze worden geschonden door het werkelijk verplichtend maken van de neutrale school voor de arme lieden?

Dank zij den schoolbon — eigenlijk is deze bon slechts de betaling, door de Openbare Machten, van de onontbeerlijke schoolkosten, m. a. w. de regeling van het kosteloos onderwijs op de wijze die de vrijheid het meest bevordert — dank zij den schoolbon zal de huisvader de school kiezen, waaraan hij de voorkeur geeft.

Welke school?

Aan onze landgenooten wilde men doen gelooven dat het soms wel een school zou kunnen zijn, die niet onder Staatstoezicht staat, die niet voldoet aan de gezondheidsvereischen, waarvan de onderwijskrachten niet van een diploma voorzien zijn, die niet verplicht is zich te gedragen aan het officieele leerplan, waarvan de leeruren en de schooldagen ontoereikend zijn, enz. Behoeven wij te herhalen dat die gezegden allemaal valsch zijn en dat, krachtens de duidelijke bepalingen van het ontwerp der Regeering, behoorlijk samengesmolten met de wet tot regeling van het lager onderwijs, elke school, officieele of vrije, welke bevoegd zou zijn om den schoolbon te aanvaarden, aan al die vereischen zou moeten voldoen?

Wat er ook van zij, de door ons voorgestelde tekst van artikel 2 maakt een eind aan soortgelijke verklaringen. De huisvader zal voor zijn kind vrijelijk kiezen onder de « gemeentelijke, aangenomen of aanneembare » scholen die onder Staatstoezicht staan en voldoen aan al de vereischen « van de wet tot regeling van het lager onderwijs ».

Bij sommigen is er twijfel opgerezen omtrent de wijze waarop de huisvader zou gebruik maken van zijne vrijheid. Het wetsontwerp van de Regeering

beschermde deze vrijheid door een streng stelsel van aanzienlijke straffen. Wij stellen voor, die beschermingsmaatregelen te verscherpen op tweeërlei wijzen : 1° ieder jaar zou de schoolbon ter woonplaats van den huisvader worden afgegeven door het toedoen van het postbestuur en tegen ontvangstbewijs; 2° de strafbepalingen zelf worden uitgebreid.

Overigens, de huisvader is niet een onmondige; in dezen tijd van democratie en arbeidersorganisaties kan hij rekenen op machtigen socialen steun. Men beleedigt hem, wanneer men hem bekwaam acht om, nu het wetsontworp hem de meeste vrijheid schenkt, een ongeoorloofd voordeel van deze vrijheid in zake van schoolkeuze te trekken ten nadeele van zijn kind, zijn duurzaamsten schat.

Wil men dat stelsel van vrijheid volkomen in 't licht stellen, dan volstaat het, het te vergelijken met het stelsel van de verplichtend gemaakte neutrale school, waarbij de vrijheid van den onvermogenen huisvader niet meer dient beschermd te worden, omdat zij niet meer bestaan zal. Zou de huisvader, onder zood nig stelsel, niet altijd en onophoudelijk worden behandeld als een onmondige, vermits de Overheid steeds in zijne plaats zou optreden om te beslissen dat alleen de zoogezegd neutrale school past voor zijn kind? Zóó zou men het vaderlijk gezag werkelijk afschaffen en de vrijheid van geweten schenden. De Belgische huisvader verdient noch die oneer noch die onderdrukking.

In één woord, de nieuwe tekst van de artikelen 1, 2, 3, 4, 5, 9 zal volle voldoening geven aan al wie het noodig acht, elken huisvader er heen te brengen om den plicht tot het onderwijzen van zijn kind te vervullen, mits hem, bij de keuze van de school, de meeste vrijheid {wordt verleend en verzekerd.

De nieuwe bepalingen, die wij aan artikel 7 toevoegden, hebben een tweevoudig doel : aan de gemeenten ten minste het huidige bedrag van 's Rijks toelagen te verzekeren en de talrijke gemeenten, die aanzienlijke geldelijke voordeelen zullen trekken uit het stelsel van den schoolbon, te machtigen om de meerdere, aldus bekomen geldmiddelen te besteden aan de uitbreiding van de beroepsschool en van het onderwijs voor volwassenen.

Het is gekend dat, op honderd gemeenten, meer dan negentig geldelijke voordeelen zullen kunnen trekken uit het ontwerp van schoolwet. Ons voorstel heeft ten doel, de negen tienden van de overige gemeenten op gelijken voet te stellen met de eerst gemelde. Men vergeet nochtans niet dat ons voorstel, strekkende tot het verleenen van bijzondere toelagen voor de klassen van den 4ⁿ graad, die verschillende bepalingen van financieelen aard op voordeelige wijze zal aanvullen.

Anderzijds hopen wij dat het onderwijs voor volwassenen en het beroepsonderwijs, in afwachting dat zij door bijzondere organieke wetten worden geregeld, zich andermaal zullen uitbreiden, doordien het mogelijk zijn zal, de meerdere, aldus bekomen geldmiddelen daaraan te besteden.

Men beklaagde zich over het overgangstijdsperk, dat onvermijdelijk aan de uitvoering der wet moet voorafgaan : men verzette zich tegen de ge-

beurlijke benoeming van onderwijzers die niet van een diploma zijn voorzien of vreemdelingen zijn. Om dit bezwaar te voorkomen, hebben wij het raadzaam geacht, de daarop betrekking hebbende bepalingen te verscherpen op tweeërlei wijzen : ten eerste, door den duur van het overgangstijdperk zelf te beperken en, ten tweede, door de onontbeerlijke benoemingen alleen dan te gedoogen wanneer hierbij de ontbindende voorwaarde is bedongen.

Ten einde sommige tegenwerpingen betreffende het in werking treden van de wet uit den weg te ruimen, hebben wij artikel 15 in ons voorstel opgenomen. Krachtens dat artikel moet de wet in werking treden van de maand October af, volgende op hare afkondiging.

Uit de aldus voorgestelde hervormingen, alsmede uit de toelichting daarvan blijkt duidelijk, dat ons wetsvoorstel ten doel heeft, voldoening te geven aan degenen onder onze landgenooten, die het ontwerp van de Regeering hebben besproken en tevens oprecht verlangen dat het worde aangevuld en verbeterd.

Wij richten ons tot al de leden van de Kamer en verzoeken hen, het hunne bij te dragen tot dat verbeteringswerk, hetwelk de hoofdzakelijke belangen van ons land in den hoogsten graad betreft.

Laten wij niet uit het oog verliezen, dat elke dag uitstel eene vermindering van 's lands productieve krachten ten gevolge heeft overal waar onze werkkraft door de nieuwe hervormingen dient te worden gesteund opdat het vaderland weer andere overwinningen kunne behalen.

LIMBURG STIRUM.

PROPOSITION DE LOI

modifiant la loi organique de l'enseignement primaire.

ART. 1.

La personne responsable de l'éducation de l'enfant a pour devoir de procurer à celui-ci l'instruction primaire.

ART. 2.

Afin de permettre au chef de la famille de remplir ce devoir et en même temps de lui assurer le libre choix de l'école, il lui est délivré, chaque année, par l'administration communale, pour tout enfant de 6 à 14 ans, un bon scolaire valable pour la fréquentation de l'une des écoles communales, adoptées ou adoptables, qui acceptent le bon scolaire, qui sont inspectées par l'État et qui satisfont à toutes les conditions exigées par la loi organique de l'enseignement primaire.

ART. 5.

Le chef de famille qui ne remplit pas ce devoir et qui ne se trouve pas dans les cas de dispense de l'article 4 sera invité à s'expliquer devant le juge de paix, qui emploiera tous les moyens de persuasion afin de déterminer l'intéressé à se mettre en règle avec la loi. En cas de mauvais vouloir persistant, le juge de paix usera de l'avertissement, de la réprimande et de l'affichage.

WETSVOORSTEL

tot wijziging van de wet tot regeling van het lager onderwijs.

ART. 1.

De voor de opvoeding van het kind aansprakelijke persoon heeft ten plicht aan dit kind lager onderwijs te verstrekken.

ART. 2.

Ten einde den huisvader in staat te stellen dien plicht te vervullen en hem tevens vrije schoolkeuze te verzekeren, wordt hem ieder jaar, door het gemeentebestuur, voor elk kind van 6 tot 14 jaar, een schoolbon afgeleverd tot het bezoeken van eene der gemeentelijke, aangenomen of aanneembare scholen, welke den schoolbon aanvaarden, onder Staatstoezicht staan en voldoen aan al de vereischten van de wet tot regeling van het lager onderwijs.

ART. 5.

De huisvader, die dezen plicht niet naleeft en niet in de bij artikel 4 voorzien gevallen van vrijstelling verkeert, zal aangezocht worden zich te verklaren ten overstaan van den vrederechter, die alle overredingsmiddelen zal aanwenden om den betrokkene er toe over te halen zich naar de wet te gedragen. Bij volhardenden kwaden wil, zal de vrederechter de waarschuwing, de berisping en de aanplakking toepassen.

ART. 4.

Sont dispensés de faire usage du bon scolaire, les chefs de famille :

1) qui établissent qu'ils instruisent leurs enfants ou les font instruire soit chez eux, soit au dehors d'une manière satisfaisante;

2) qui n'ont pas de domicile fixe; toutefois les personnes qui séjournent plus de trente jours consécutifs dans une commune seront considérées comme ayant un domicile fixe dans cette commune jusqu'au jour où elles la quittent;

3) qui ont des griets sérieux de conscience contre l'enseignement donné dans les écoles situées dans un rayon de quatre kilomètres de leur habitation;

4) qui, malgré leur demande d'admission, ne parviennent pas à faire accepter leurs enfants comme élèves dans une école située dans le rayon de quatre kilomètres de leur habitation;

5) qui font valoir une déclaration écrite du médecin attestant que l'enfant n'est pas en état de se rendre dans une des écoles situées dans un rayon de quatre kilomètres de leur habitation.

ART. 5.

Afin de faciliter la mission éducatrice du chef de famille :

1) l'enseignement primaire est gratuit dans les écoles visées à l'art. 2;

2) à partir du 1^{er} octobre 1914, le louage des services des enfants de moins de 14 ans accomplis est interdit dans les fabriques, les ateliers et, en général, dans toute entreprise industrielle, commerciale, agricole, etc.

Exception est faite pour l'enfant de 15 ans qui aura obtenu un certificat d'études primaires complètes.

Sont applicables aux contraventions de ces prescriptions les sanctions

ART. 4.

Zijn vrijgesteld van het gebruik van den schoolbon, de huisvaders :

1) die er van doen blijken dat zij hunne kinderen onderwijzen of doen onderwijzen hetzij aan huis, hetzij daarbuiten op bevredigende wijze;

2) die geene vaste woonplaats hebben; evenwel worden de personen, die meer dan dertig achtereenvolgende dagen in eene gemeente verblijf houden, beschouwd als hebbende eene vaste woonplaats in gemelde gemeente tot den dag waarop zij deze verlaten;

3) die ernstige gewetensbezwaren hebben tegen het onderwijs gegeven in de binnen een omtrek van vier kilometer van hunne woning gelegen scholen;

4) die, ondanks hunne aanvraag om opneming, er niet in slagen hunne kinderen als leerlingen te doen opnemen in eene binnen een omtrek van vier kilometer van hunne woning gelegen school;

5) die eene schriftelijke verklaring van den geneesheer inbrengen, waarbij bevestigd wordt dat het kind er niet toe in staat is, zich naar eene der binnen een omtrek van vier kilometer van hunne woning gelegen scholen te begeven.

ART. 5.

Ten einde de opvoedingstaak van den huisvader te vergemakkelijken :

1) is het lager onderwijs kosteloos in de bij artikel 2 bedoelde scholen;

2) is, met ingang van 1 October 1914, huur van diensten van kinderen beneden 14 jaar verboden in de fabrieken, werkhuizen en, over het algemeen, in alle nijverheids-, handels-, landbouwondernemingen, enz.

Uitzondering wordt gemaakt voor het kind van 15 jaar dat een getuigschrift van volledige lagere studiën bekomen heeft.

Zijn toepasselijk op de overtredingen van deze voorschriften de bij de wet

prévues par la loi du 15 décembre 1889.

ART. 6.

Pour compléter l'organisation de l'enseignement primaire :

1) la durée des études est portée de 6 à 8 ans;

2) aux trois degrés actuels est ajouté un quatrième degré avec système de demi-temps et à tendances professionnelles. Des subsides spéciaux pourront être attribués par l'Etat pour le mobilier scolaire des classes du 4^e degré;

3) le chiffre maximum de la population scolaire par classe est fixé à cinquante élèves. Dans la liquidation des bons scolaires, il ne sera pas tenu compte de plus de 50 élèves par classe; un arrêté royal pourra réduire ce nombre;

4) à mesure que la situation le permettra, il sera établi des classes spéciales pour les enfants arriérés; deux ou plusieurs communes peuvent, en cas de nécessité, être autorisées par le Roi à se réunir pour fonder et entretenir des institutions de cette espèce.

ART. 7.

Le bon scolaire, calculé sur la double base du minimum légal du traitement des instituteurs communaux et adoptés, d'après les catégories indiquées à l'article 10 et du coût des fournitures classiques, fixé à 2 francs pour les garçons et à 3 francs pour les filles, est payé de la manière suivante : 6/10 par l'Etat, 1/10 par la province, 3/10 par la commune.

La part de la commune dans le service ordinaire de son enseignement primaire ne peut toutefois être inférieure

van 15 December 1889 voorziene straffen.

ART. 6.

Tot aanvulling van de inrichting van het lager onderwijs :

1) wordt de duur der studiën van 6 tot op 8 jaar gebracht;

2) wordt aan de bestaande drie graden een vierde graad toegevoegd, met een stelsel van halven tijd en beroepstrekking. Bijzondere toelagen kunnen door den Staat verleend worden voor de schoolmeubelen der klassen van den 4ⁿ graad;

3) wordt het hoogste cijfer derschoolbevolking per klasse bepaald op vijftig leerlingen. Bij de vereffening der schoolbons zal met niet meer dan vijftig leerlingen per klasse rekening gehouden worden; bij koninklijk besluit kan dat cijfer verminderd worden;

4) zullen, naarmate de toestand zulks toelaat, bijzondere klassen voor de achterlijke kinderen ingericht worden; twee of meer gemeenten mogen, ingeval het noodig is, door den Koning er toe gemachtigd worden, zich te vereenigen om instellingen van dien aard tot stand te brengen en te onderhouden.

ART. 7.

De schoolbon, berekend naar den tweevoudigen grondslag van het wettelijk weddeminimum der gemeentelijke en aangenomen onderwijzers, volgens de bij artikel 10 aangegeven reeksen, en van de kosten der schoolbehoeften, vastgesteld op 2 frank voor de jongens en op 3 frank voor de meisjes, wordt betaald als volgt: 6/10 door den Staat, 1/10 door de provincie, 3/10 door de gemeente.

De bijdrage van de gemeente tot den gewonen dienst van haar lager onderwijs mag echter niet lager zijn dan het

au montant de la moyenne de son intervention pendant les trois dernières années.

Un arrêté royal peut autoriser la commune, la députation permanente entendue, à utiliser le surplus des ressources ainsi obtenues, bien entendu quand son enseignement primaire est complètement organisé, au perfectionnement de l'enseignement des adultes et de l'enseignement professionnel.

Si par application du nouveau régime, la commune obtenait de l'État moins de subsides qu'auparavant, il lui sera alloué par l'État un subside compensateur du montant de la différence; ce subside sera imputé sur un crédit à voter annuellement par la législature.

ART. 8.

L'administration du fonds spécial scolaire constitué sur les bases de l'art. 7, est confiée à une commission de sept membres désignés par le Roi pour un terme de six ans, sortant par moitié tous les trois ans; le mandat est renouvelable.

Deux de ces commissaires sont choisis parmi les membres des administrations communales; deux parmi les membres des administrations provinciales; deux parmi les fonctionnaires de l'administration centrale.

Le Roi nomme le Président en dehors des commissaires du paragraphe précédent; il nomme aussi le secrétaire, pris en dehors de la commission.

La commission fixera la part contributive dans le bon scolaire des administrations provinciales qui la liquideront directement aux communes.

Cette commission fixera aussi la part à liquider par l'État au profit des administrations communales et des administrations des écoles adoptables,

gemiddeld beloop harer bijdrage gedurende de drie jongste jaren.

Bij koninklijk besluit kan de gemeente, de bestendige deputatie gehoord, er toe gemachtigd worden, de aldus bekomen meerdere inkomsten te gebruiken tot verbetering van het onderwijs voor volwassenen en van het beroeps onderwijs, mits haar lager onderwijs volledig ingericht is.

Moest, bij toepassing van het nieuw stelsel, de gemeente minder toelage van den Staat krijgen dan voorheen, dan zal haar door den Staat, tot vergoeding, de helft van het verschil als toelage worden verleend; deze toelage zal aangerekend worden op een door de wetgeving jaarlijks te stemmen krediet.

ART. 8.

Het beheer van het naar de grondslagen van artikel 7 gevormd bijzonder schoolfonds is opgedragen aan eene commissie van zeven leden, door den Koning voor een termijn van zes jaar aangewezen, en om de drie jaar bij helfte aflopend; het mandaat is vernieuwbaar.

Twée dier commissarissen worden gekozen onder de leden van de gemeentebesturen; twee onder de leden van de provinciebesturen; twee onder de ambtenaren van het hoofd-beheer.

De Koning benoemt den voorzitter buiten de commissarissen waarvan sprake in het vorige lid; hij benoemt eveneens den secretaris; deze wordt buiten de commissie gekozen.

De commissie bepaalt de bijdrage van de provinciebesturen tot den schoolbon; deze wordt door die besturen rechtstreeks aan de gemeenten betaald.

Genielde commissie bepaalt eveneens het door den Staat ten bate van de gemeentebesturen en van de besturen der aanneembare scholen

déduction faite du montant des subventions dues par les communes et les provinces, en vertu de la présente loi.

ART. 9.

Afin de sauvegarder la liberté du père de famille dans le choix de l'école:

1) le bon scolaire lui sera remis par la voie postale, contre récépissé;

2) sera puni d'une amende de 50 à 500 francs et d'un emprisonnement de huit jours à un mois, ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura, directement ou indirectement, donné, offert ou promis, soit de l'argent, des valeurs ou des avantages quelconques, soit du secours, sous la condition d'obtenir du père de famille ou tuteur, possesseur d'un bon scolaire, le placement de son enfant dans l'une ou l'autre école.

Seront punis des mêmes peines, ceux qui auront accepté les offres ou promesses.

Sera puni des mêmes peines quiconque, pour déterminer un chef de famille ou un tuteur, aura usé à son égard de voies de fait, de violences ou de menaces, ou lui aura fait craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune.

Seront punis comme auteurs des délits prévus par les paragraphes qui précèdent ceux qui auront fourni des fonds pour les commettre, sachant la destination qu'ils devaient recevoir ou qui auront donné mandat de faire en leur nom les offres, promesses ou menaces.

Dans les cas prévus par les alinéas 1, 3 et 4, qui précèdent, si le coupable est fonctionnaire ou officier public, ou toute personne chargée d'un service public, le maximum de la peine sera prononcé et l'emprisonnement ainsi que

uit te keeren aandeel, na aftrek van het bedrag der door de gemeenten en de provinciën, uit krachte van deze wet, verschuldigde toelagen.

ART. 9.

Ten einde de vrijheid van den huisvader bij de keuze der school te vrijwaren :

1) zal hem de schoolbon over de post en tegen ontvangstbewijs besteld worden ;

2) zal gestraft worden met eene geldboete van 50 tot 500 frank en eene gevangenisstraf van acht dagen tot eene maand, of met slechts éene dezer straffen, al wie, rechtstreeks of onrechtstreeks, zal hebben gegeven, aangeboden of beloofd, 't zij geld, waarden of welke voordeelen ook, 't zij hulp, onder beding van den huisvader of van den voogd. houder van een schoolbon, plaatsing van diens kind in eene of andere school te bekomen.

Worden gestraft met dezelfde straffen, zij die de aanbiedingen of beloften aanvaard hebben.

Wordt met dezelfde straffen gestraft al wie, om een huisvader of een voogd over te halen, te diens opzichte zal gebruik gemaakt hebben van dadelikheden, geweld of bedreigingen, of hem zal hebben doen vreezen zijne bediening te verliezen of zijn persoon, gezin of fortuin aan schade bloot te stellen.

Worden gestraft als daders van de wanbedrijven voorzien bij de vorige alinea's, zij die, om ze te begaan, geld verstrekt hebben en wisten waartoe dit moest dienen, of die last hebben gegeven, uit hun naam de aanbiedingen, beloften of bedreigingen te doen.

In de gevallen voorzien bij de vorige alinea's 1, 3 en 4, zoo de schuldige ambtenaar of openbaar beambte is, ofwel een persoon met een openbaren dienst belast, zal het maximum der straf worden uitgesproken, en de ge-

l'amende pourront être portés au double.

En cas de concours de plusieurs des délits prévus, les peines seront cumulées, sans qu'elles puissent néanmoins excéder le double du maximum de la peine la plus forte.

ART. 10.

Le traitement des instituteurs communaux, casuel compris, ne peut être inférieur à la somme indiquée, pour chaque catégorie de communes, dans le tableau suivant :

	Instituteurs Onderwijzers.	Institutrices Onderwijzeressen.	Sous-instituteurs Hulponderwijzers.	Sous-institutrices Hulponderwijzeressen.
4 ^e catégorie. — Communes de 5,000 habitants et moins .				
4 ^e reeks. — Gemeenten met 5,000 inwoners en minder.	1,400	1,300	1,300	1,200
3 ^e catégorie. — Communes de 5,001 à 40,000 habitants.				
3 ^e reeks. — Gemeenten met 5,001 tot 40,000 inwoners.	1,600	1,400	1,400	1,300
2 ^e catégorie. — Communes de 40,001 à 100,000 habitants.				
2 ^e reeks. — Gemeenten met 40,001 tot 100,000 inwoners.	1,800	1,600	1,500	1,400
1 ^e catégorie. — Communes de plus de 100,000 habitants.				
1 ^e reeks. — Gemeenten met meer dan 100,000 inwoners.	2,400	2,200	1,600	1,500

Lorsque, par suite du recensement décennal de la population, la commune passe dans une catégorie supérieure, les instituteurs en fonctions ont droit au minimum correspondant à la nouvelle catégorie de la commune.

Lorsque, dans les mêmes conditions, la commune tombe dans une catégorie inférieure, les instituteurs en fonctions à titre définitif au moment où le changement se produit, conservent, à titre personnel, le bénéfice de leur situation acquise et la commune est censée, en ce qui les concerne, être restée dans la catégorie primitive.

vangenisstraf alsook de geldboete op het dubbel kunnen gebracht worden.

Bij samenloop van verschillende der voorziene wanbedrijven worden de straffen samengevoegd, zonder dat zij echter het dubbel van het maximum der zwaarste straf mogen overschrijden.

ART. 10.

De wedde der gemeenteonderwijzers, met inbegrip van de bijwinsten, mag niet minder bedragen dan de, in onderstaande tabel, voor elke reeks gemeenten aangegeven som :

Gaat, ingevolge de tienjaarlijksche volkstelling, de gemeente tot eene hogere reeks over, dan hebben de dienstdoende onderwijzers aanspraak op het met de nieuwe gemeenterEEKS overeenstemmend minimum.

Vervalt, onder dezelfde omstandigheden, de gemeente tot eene lagere reeks, dan behouden de onderwijzers, die voorgoed in dienst zijn op het oogenblik waarop zich de verandering voordoet, te persoonlijkken titel het voordeel van den verworven toestand wordt de gemeente, wat hen betreft, verondersteld in de vroegere reeks te blijven.

ART. 11.

L'instituteur a droit à une augmentation de 100 francs à l'expiration de chaque période de quatre années de bons services, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 900 francs le minimum légal de traitement attaché à la catégorie à laquelle appartient l'école où il exerce ses fonctions.

ART. 12.

L'instituteur a droit à un logement, et, à défaut de logement, à une indemnité compensatoire. Cette indemnité est fixée à la somme indiquée ci-après, pour chacune des catégories de communes établies par l'article 10 :

4 ^e catégorie	. . .	500 francs.
5 ^e —	. . .	400 —
2 ^e —	. . .	600 —
1 ^{re} —	. . .	800 —

Le sous-instituteur marié a droit à une indemnité compensatoire de logement de même importance, après dix années de service.

Lorsque le mari et la femme sont instituteur et sous-instituteur ou sous-instituteurs tous les deux, ils ne peuvent prétendre qu'à une seule indemnité de logement.

ART. 13.

L'instituteur et le sous-instituteur reçoivent en outre 50 francs par an et par tête pour tout enfant au delà des deux premiers et cela jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 16 ans accomplis.

ART. 14.

A mesure que la situation le permettra et en tout cas à partir du mois d'octobre 1916, ne seront plus admis comme nouveaux instituteurs dans les

ART. 11.

De onderwijzer heeft aanspraak op eene verhooging van 100 frank na verloop van elk tijdvak van vier jaar goeden dienst, zulks ten bedrag van de som die noodig is om het wettelijk weddeminimum, voor de reeks waartoe de school, op dewelke hij werkzaam is, met 900 frank te verhoogten.

ART. 12.

De onderwijzer heeft aanspraak op huisvesting en, bij gebreke daarvan, op eene vergoeding. Deze is bepaald op navermelde som, voor elke der gemeentereeksen vastgesteld bij artikel 11 :

4 ^e reeks	. . .	300 frank.
5 ^e —	. . .	400 —
2 ^e —	. . .	600 —
1 ^e —	. . .	800 —

De gehuwde hulponderwijzer heeft, na tien jaar dienst, aanspraak op eene even zoo groote vergoeding voor huisvesting.

Zijn man en vrouw onderwijzer en hulponderwijzer of hulponderwijzer beide, dan hebben zij slechts aanspraak op eene enkele vergoeding voor huisvesting.

ART. 13.

De onderwijzer en de hulponderwijzer ontvangen bovendien 50 frank per jaar en per hoofd voor elk kind boven de twee eersten en zulks totdat het kind den leeftijd van 16 jaar bereikt heeft.

ART. 14.

Naarmate de toestand zulks toelaat en, in elk geval, met ingang van October 1916, zullen nog enkel als nieuwe onderwijzers in de bij arti-

écoles déterminées à l'article 2, que les candidats belges possédant l'un des titres de capacité visés à l'article 9 de la loi organique.

A partir du vote de la présente loi les candidats non-diplômés ne pourront être nommés, par raison de nécessité, qu'à la condition qu'ils obtiendront le diplôme requis avant le 1^{er} octobre 1916.

ART. 15.

Sauf les exceptions prévues dans les textes qui précèdent, la présente loi entrera en vigueur dès le mois d'octobre qui suit sa promulgation au *Moniteur*.

ART. 16.

Le Gouvernement peut coordonner les dispositions de la présente loi avec celles des lois des 20 septembre 1884 et du 15 septembre 1895 qui restent en vigueur.

Le texte des dispositions coordonnées formant la loi organique de l'instruction primaire, sera inséré au *Moniteur*.

kel 2 bepaalde scholen toegelaten worden, Belgische kandidaten, houders van een der bij artikel 9 van de organieke wet bedoelde titels van bekwaamheid.

Te rekenen van de aanneming dezer wet kunnen de niet-gediplomeerde kandidaten niet meer, uit noodzakelijkheid, benoemd worden, tenzij op voorwaarde dat zij, vóór 1 October 1916, het vereischte diploma zullen bekomen.

ART. 15.

Behoudens de uitzonderingen bij de vorige bepalingen voorzien, zal deze wet in werking treden te rekenen van de maand October na hare afkondiging in den *Moniteur*.

ART. 16.

De Regeering mag de bepalingen dezer wet samenordenen met die der wetten van 20 September 1884 en van 15 September 1895, welke van kracht blijven.

De tekst der samengeoordende bepalingen, welke de wet tot regeling van het lager onderwijs uitmaken, zal in den *Moniteur* geplaatst worden.

LIMBURG STIRUM.

J. VAN DER LINDEN.

A. BORBOUX.

L. DU BUS DE WARNAFFE.

A. HUYSHAUWER.

V^{te} DESMAISIÈRES.